



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 30 Février 2012

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Côte d'Ivoire

Le chemin est encore long

Entretien avec Dov Zerah

Directeur général de l'AFD

CAN 2012

Très belle finale

Actualités africaines

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersde-lafrique.fr

COUPE DES NATIONS



Très belle finale

Très belle finale de la Coupe d'Afrique des Nations, en présence de cinq chefs d'état et de quarante mille spectateurs, le 12 février à Libreville, entre les équipes de football de Côte d'Ivoire et de Zambie : jeu palpitant tout au long du temps réglementaire et des prolongations, sans qu'aucun but puisse être marqué ; puis enfin, dans une séance de tir au but particulièrement forte, victoire à l'arraché de la Zambie. La foi de cette équipe encore peu connue l'a emporté sur l'expérience et la force de la formation ivoirienne.

Le Président gabonais Ali Bongo Ondimba et son homologue équato-guinéen Théodoro Obiang Nguema, qui ont remis la coupe aux vainqueurs, avaient toutes raisons de se montrer satisfaits: ils venaient d'assister à un match exemplaire ; de plus, dans les semaines précédentes les deux équipes nationales avaient fait belle figure, en parvenant jusqu'aux quarts de finale, et en ayant raison pour cela de grandes équipes africaines ; enfin la qualité de l'organisation dont leurs deux pays avaient la charge, était reconnue par tous.

É D I T O

Rebelles au Sahara

Rébellion touareg au nord Mali, Katibas sahariennes d'Al Quaida peu nombreuses mais actives de l'Est mauritanien au sud Libyen, groupes divers fuyant la Libye avec leurs armes devant les persécutions des nouvelles milices qui se partagent l'ancien royaume de Kaddafi, il y a longtemps que le désert n'était pas autant peuplé d'hommes en armes.

Les capitales d'Afrique du nord et celles du Sahel, préoccupées par ces présences armées, ont commencé à coopérer pour tenter de les maîtriser. Mais on dit que leurs vues diffèrent ou divergent. Les enjeux politiques

n'ont pour les uns et les autres, ni la même gravité ni le même degré d'urgence. L'éventualité de l'existence d'importantes réserves pétrolières dans les zones frontalières de ces mêmes pays, nourrit des arrière-pensées compliquées et contradictoires.

On dit que Washington apporte à ces gouvernements le soutien de ses agences de renseignement et de ses satellites d'observation. On dit aussi que Paris, pour qui toutes les rebellions apparemment ne se valent pas, réengage des moyens d'intervention français au Sahara comme au Sahel, aux cotés des régimes en place.

L'histoire s'enroule obscurément sur elle-même et nul ne sait ce qu'il en adviendra.

Crise diplomatique

Une nouvelle perquisition menée le 14 février 2012 dans l'appartement parisien du fils du

chef de l'état équato-guinéen, provoque une crise diplomatique.

CÔTE D'IVOIRE: le chemin est encore long

Alassane Ouattara

Dix mois après l'installation du Président Ouattara et la fin de la guerre civile, le chemin est encore long qui mène à la paix des cœurs et à l'affirmation d'un nouveau leadership politique, économique et social de la Côte d'Ivoire, en Afrique de l'ouest. Mais le pays, doté d'atouts majeurs et bénéficiant d'appuis extérieurs habilement sollicités par le chef de l'état, progresse rapidement.

La question des ex rebelles en armes

Le premier problème après la victoire militaire du camp Ouattara est précisément né de cette victoire. Les troupes et les chefs de guerre des ex rebelles des Forces Nouvelles qui régissaient le nord du pays, ayant pris le contrôle du sud et en particulier d'Abidjan n'ont pas relâché leur emprise au lendemain du cessez le feu. Les projets visant à les intégrer dans les forces régulières ont traîné en longueur. Très vite cette présence anor-

male est devenue gênante à tous égards, y compris pour le Président Ouattara lui-même. La normalisation paraît maintenant bien engagée.

La sous-représentation de l'opposition à l'Assemblée nationale

Le deuxième problème résulte de la victoire écrasante de la majorité présidentielle aux élections législatives qui ont eu lieu à la fin de l'année 2011. Le boycott de ces élections



par les amis de l'ex Président Gbagbo, et la très faible participation des autres opposants, ont conduit à l'élection d'une assemblée nationale presque entièrement acquise au nouveau pouvoir. De plus, au sein de cette majorité composée de plusieurs partis, ce sont les candidats du parti du Président Ouattara, le RDR, qui ont raflé à eux seuls la moitié des sièges. Ils sont ainsi arrivés devant leur allié le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, qui n'a pas pu du coup revendiquer comme il l'avait annoncé, le poste./

CÔTE D'IVOIRE : le chemin est encore long (suite)

de Premier Ministre, lequel est donc resté à Guillaume SORO. La formation annoncée d'un parti unifié rassemblant le RDR et le PDCI, devrait élargir pour tous les perspectives d'avenir.

Le sentiment que le pouvoir est sans partage

Il reste que cette situation politico militaire alimente chez les opposants ou les laissés pour compte, l'idée que le pouvoir est sans partage et que les règlements de comptes ne sont pas terminés.

L'arrestation en Côte d'Ivoire puis l'inculpation de Laurent Gbagbo par le très opportun Tribunal Pénal International pour crimes contre l'humanité, alors qu'aucun chef pro Ouattara n'est soumis à pareil traitement, renforce le sentiment d'inégalité. C'est dire si la tâche de réconciliation dans laquelle s'est engagé le Président Ouattara est urgente et difficile.

Les efforts du Président Ouattara

Dès son accession au pouvoir le Président Ouattara a déclaré sa volonté de travailler en priorité à la réconciliation entre tous les Ivoiriens. Il a souligné du même coup son intention de relancer la mécanique du développement et du progrès social, qui avait fait de la Côte d'Ivoire la locomotive de l'Afrique de l'Ouest et un exemple pour tout le continent.

La relance de l'activité économique au profit de tous est certainement le moyen le plus concret de rassembler les Ivoiriens et de les conduire à se dépasser. La Côte d'Ivoire dispose des moyens de cette relance : une population importante (22 millions) et déjà formée aux divers types d'activité, sur un territoire vaste (322.000 Km²), largement ouvert sur l'océan atlantique (520 Km de côte), traversé par de nombreux cours d'eau, et bien doté par la nature, aussi bien pour l'agriculture que pour les ressources du sous sol. Le cacao

dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial est au cœur de la tradition agricole du pays. Les autres principales productions agricoles sont le caoutchouc, la noix de cajou, le café, la banane, le coton, l'ananas et le sucre. Le pétrole monte en puissance avec une production estimée à 1 milliard de dollars, tandis que la production de gaz est valorisée à plus de 350 millions de dollars. Les activités de services qui représentent 50% du PIB sont relancées avec vigueur. Le solde du commerce extérieur est nettement positif. La croissance, repartie avec force en 2012, affiche un objectif de 6%.

Des appuis extérieurs et un rôle international fort

Le Président Ouattara, qui a bénéficié d'appuis internationaux puissants pour son arrivée au pouvoir, est à même d'en tirer

parti, tant pour les contributions financières publiques au développement du pays, que pour les investissements privés fortement invités à venir en Côte d'Ivoire où ils trouveront profit et sécurité. Le chef de l'état est en train de négocier l'annulation d'une grande part de la dette publique extérieure. Il a pris de nombreux contacts dans le monde, avec un geste spécial pour le Président Sarkozy, à qui il a rendu visite officielle le 26 janvier. Il a joué fin janvier un rôle significatif au dernier sommet de l'Union Africaine. Il vient d'être élu Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).



Le Président de la République Alassane Ouattara

ACTUALITES AFRICAINES



Autour de la non réélection de Jean Ping

Le sommet de l'Union Africaine s'est tenu fin janvier à Addis Abeba. Comme prévu, quoique non sans complications, le Chef de l'état Béninois, M. Yayi Boni a été élu à la Présidence de l'Organisation. Mais la désignation du Président de la Commission de l'Union est restée en suspend. Le Président sortant, le Gabonais Jean Ping, était candidat pour un second mandat, qu'il aurait du normalement obtenir tant en raison de ses qualités personnelles qu'en vertu des usages. Son pays le soutenait et avait efficacement rassemblé de nombreux soutiens. Mais l'Afrique du Sud a présenté la candidature de Mme Zuma épouse du chef de l'état et l'a maintenue jusqu'au bout.

A tel point que Jean Ping, arrivé en tête aux deux premiers tours et resté seul en lice au troisième, n'a pas été élu, faute de parvenir à rassembler sur son nom les deux tiers des

suffrages exigés par les statuts de l'Union. Les chefs d'état n'ont pu alors s'entendre que pour le charger d'un intérim de six mois, et décider de se réunir avant l'échéance pour trouver une solution.

En attendant, la ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud a fait savoir que loin de renoncer, Pretoria réaffirmerait la candidature sud africaine. Comme tout milite aussi pour le maintien de la candidature de Jean Ping, le débat promet d'être animé. Il dépasse les questions de personnes et manifeste de nouveaux jeux de forces en Afrique.

Ou il est question d'ingérence politique au Sénégal

Au Sénégal, le premier tour de l'élection présidentielle vient d'avoir lieu comme prévu le 26 février. Le décompte des voix prendra quelques jours. La campagne, où l'opposition affrontait en ordre dispersé le Président Abdoulaye Wade, a donné lieu à

des manifestations violentes opposant aux forces de l'ordre, des militants hostiles au Chef de l'Etat, qui ont réclamé jusqu'au dernier jour le retrait de sa candidature.

Ce débat national a été marqué et a bien des égards durci par des interventions politiques extérieures au Sénégal et à l'Afrique. On a entendu en effet tour à tour, des responsables publics de rang élevé, aux Etats Unis puis en France, suggérer au Président Wade de prendre sa retraite. Les autorités sénégalaises ont dénoncé ces « « ingérences inacceptables » en même temps que la critique déplacée de l'âge du Président qu'elles impliquaient. L'Ambassadeur des Etats Unis à Dakar du moment convoqué a nié toute prise de position autorisée à Washington.

A l'Elysée, le Ministre sénégalais des affaires étrangères, spécialement dépêché pour protester et demander des explications, a reçu des assurances de même sens qu'à Washington.



3 questions à

Dov Zerah

M. Dov Zerah, Directeur Général de l'Agence Française de Développement, souligne les principales orientations de l'Agence, la place de l'Afrique dans ses activités et le soutien apporté dans ce cadre au secteur privé.

LLA : Le nouveau plan d'orientations stratégiques de l'Agence a été adopté. Quelles sont ses principales orientations ?

Dov Zerah :

Notre plan d'orientations stratégiques pour 2012-2016 (POS 3) repose sur des partenariats géographiques différenciés : l'Agence intervient dans chaque région sur des secteurs bien identifiés, en fonction des besoins prioritaires de nos partenaires, avec des outils et des moyens différents. Nous avons défini quatre zones, hors Outre-mer français: l'Afrique subsaharienne, le monde arabo-musulman, les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine ainsi que les pays fragiles.

Le POS 3 réaffirme la priorité absolue que nous accordons à l'Afrique, qui bénéficiera de la majorité de nos dons et bonifications d'intérêts. Au total, 60% de notre effort budgétaire et 80% de nos subventions lui seront consacrées. Nous aiderons les pays africains à assurer leur sécurité alimentaire, à renforcer leurs infrastructures et à mener leurs politiques dans les domaines de la santé et de l'éducation.

20% de notre effort budgétaire ira au monde arabo-musulman, pour soutenir la création d'emplois, la réduction des inégalités sociales et territoriales et l'amélioration de la qualité de vie. Nous interviendrons dans les pays émergents à des conditions proches du marché, principalement pour accompagner les politiques de lutte contre le réchauffement climatique. Enfin, dans les pays fragiles, nous veillerons à la mise en place de politiques duales, pour accompagner le

retour au développement tout en s'attaquant aux sources de vulnérabilité

LLA : Pouvez-vous nous en dire plus sur vos priorités pour l'Afrique subsaharienne ?



Un partenariat pour un développement durable

Dov Zerah :

Notre stratégie pour le continent part d'un constat : d'ici 2050, l'Afrique va faire face à un double défi démographique, avec le doublement de sa population de 850 à 1800 millions d'habitants et le triplement de sa population urbaine. Il faudra nourrir ces personnes, assurer leur sécurité alimentaire, et enfin dépasser ces insupportables crises qui caractérisent tant l'Afrique. La présidence française du G20 a fait émerger des initiatives que nous soutiendrons. Nous appuierons les politiques nationales agricoles intégrées et la création de valeur ajoutée en favorisant l'essor des filières agro-industrielles.

Cela ne sera possible que grâce à une amélioration des infrastructures, ce qui favorisera la durabilité de la croissance sur le continent. Le manque d'infrastructures en Afrique subsaharienne ampute la croissance de 2% par an. Le développement des énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité, réduira

la fracture énergétique tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. La mise à niveau des infrastructures de transport, en particulier ferroviaires, assurera la bonne circulation des personnes et des marchandises et un développement urbain plus harmonieux.

L'éducation et la santé constituent des vecteurs pour soutenir la transition démographique. L'Agence soutiendra l'initiative « éducation pour tous », la formation professionnelle et la formation des maîtres. Elle accompagnera les politiques en matière de santé maternelle et infantile. Nos subventions iront en priorité à ces deux secteurs, dont la rentabilité est fortement différée dans le temps.

Toutes ces actions contribueront à la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité.

LLA : Quelle sera votre action en faveur du secteur privé ?

Dov Zerah :

Le secteur privé est un acteur essentiel du développement. Il est le seul susceptible de favoriser la création de richesses, de valeur ajoutée, et les emplois indispensables pour fournir des perspectives aux jeunes africains. Dans le cadre de l'initiative pour la croissance et l'emploi en Afrique lancée au Cap en 2008 par le Président Sarkozy, l'Agence mobilisera 2,5 Mds€ en sa faveur d'ici fin 2012. Proparco, notre filiale dédiée au financement des acteurs privés, est une pièce centrale de ce dispositif. Alors qu'elle est déjà la première institution financière de développement en Afrique, elle va encore plus focaliser ses interventions sur le continent, en lui consacrant 55% de son activité. Elle mettra l'accent sur le soutien aux PME, les agro-industries, le secteur financier et les infrastructures. De son côté, l'AFD soutiendra les entreprises notamment par des mécanismes de garanties bancaires.

Les clés de la crise ivoirienne*de Jean-pierre Dozon, Karthala, 2011*

Comment la Côte d'Ivoire, longtemps considérée comme un pays africain d'exception, par sa stabilité politique, sa croissance économique et son apparente capacité à intégrer une nombreuse population immigrée provenant des pays voisins, s'est-elle retrouvée piégée par des divisions qui ont failli la faire sombrer dans la guerre civile ?

Tout en faisant une large place au récit des événements qui ont jalonné la dernière décennie, l'auteur nous convie

aussi à creuser davantage sur les racines de la crise en remontant plus loin dans le temps.

Un enfant de Poto Poto*Roman de Henri Lopès, Gallimard, 2012*

« À la une, la photo d'une foule en liesse... C'était le 15 août 1960. La nuit de notre Indépendance... Pour Pélagie et moi, il s'agissait plus d'une occasion de réjouissance que d'une date historique. » Suit le récit d'une amitié liant deux jeunes femmes que l'évolution de

leurs pays va séparer un temps. À contre-courant des clichés, l'écrivain, homme politique et diplomate, ambassadeur du Congo en France depuis 1998, nous offre trois palpitants destins en perpétuels dialogues.

De l'Europe aux États-Unis, ce trio fiévreux de passion et d'intelligence reste uni par une aspiration commune, le désir de s'assumer et de se dépasser, que traversent les parfums et les saveurs du Congo dans les rythmes des rumbas du pays bantou.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Continent africain**

- Sommet de l'UA : Addis Abeba 30 janvier : Le chef de l'Etat béninois Yayi Boni est élu Président en exercice. L'élection du Président de la Commission de l'Union n'aboutit pas.
- 8-13 février : Le Président tunisien Moncef Marzouki effectue une visite d'amitié au Maroc, en Mauritanie et en Algérie. Il souhaite à cette occasion la relance de l'Union du Maghreb Arabe.
- 17 février Rwanda : Rappel à Paris en consultation de l'Ambassadeur de France à Kigali, à la suite du refus du gouvernement Rwandais de donner agrément à son successeur proposé par Paris.
- 17 février Abuja : Sommet de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Alassane Ouattara est élu Président en exercice de l'organisation. L'ancien Premier ministre burkinabé Kadré Désiré Ouedraogo est élu Président de la Commission.
- 23 février Somalie : le Premier ministre britannique préside à Londres une conférence internationale sur la Somalie visant à pacifier et reconstruire le pays, ainsi qu'à lutter contre la piraterie maritime.

Nominations à l'AFD

À l'Agence Française de Développement, c'est l'époque des nominations des directeurs. *Philippe Chédanne*, en charge des relations extérieures, a été nommé directeur adjoint du département Afrique. Il succède à *Gérald Collange*, qui prend la suite à Abidjan de *Cyrille Berton*, en partance pour Tunis.

Olivier Pezet, en poste à Madagascar, prend la direction de l'agence de Dakar et est remplacé par *Patrice Tranchant*, jusqu'alors en poste au Burkina Faso. Son successeur, *Pascal Collange*, est lui aussi un fin connaisseur des rouages du continent, après son passage à la cellule diplomatique de l'Elysée.

Philippe Michaud, en poste à Conakry, reste en Afrique de l'Ouest, au Mali. Il sera remplacé par *Yazid Bensaïd*, pour son premier poste de directeur d'agence. *Philippe Abbes*, lui aussi un primo-accédant, décroche la Mauritanie.



6e Forum Mondial de l'Eau - Partenariat pour le renforcement de la sécurité de l'eau en Afrique
12-16 mars 2012 à Marseille

L'événement organisé par la Banque africaine de développement avec le concours de l'Union africaine, rassemblera plus de 300 participants, dont des ministres africains des finances et de l'eau, ainsi que des partenaires au développement pour discuter des moyens pour accélérer le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

Le but principal de la conférence est d'accroître le soutien des partenaires au développement et des gouvernements africains pour assurer, de façon générale, la sécurité de l'eau en Afrique et pour améliorer la fourniture de services de base en milieu rural.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.